

Vers une fermeture des impôts à Ploërmel ?

ouest
france

Lundi 24/06/2019



L'intersyndicale Finances Publiques 56 était présente devant le centre des impôts de Ploërmel, ce mardi 25 juin 2019 | OUEST-France

Comme dans d'autres villes du Morbihan, le centre des finances publiques pourrait disparaître d'ici à 2022. Ce mardi 25 juin 2019, les syndicats se sont mobilisés et ont rencontré le maire, Patrick Le Diffon.

Dans le cadre d'une refonte des centres d'impôts dans le territoire, en vertu d'un plan gouvernemental, plusieurs centres des finances publiques et trésoreries pourraient être amenés à disparaître dans le Morbihan, d'ici à 2022.

Pour le cabinet de Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, « pour l'heure, nous travaillons simplement sur des propositions. Nous sommes dans une phase de concertation qui dure quatre mois. »

Pour l'intersyndicale (1), il en est tout autre. Cette réforme suscite de vives inquiétudes. Et chez les fonctionnaires et les contractuels, la colère gronde.

« À Ploërmel, où travaillent 47 personnes, le service impôt des entreprises, le service impôt des particuliers et la trésorerie qui font partie intégrante du centre de finances publiques pourraient tout simplement disparaître », déplore Patrick Ravache, au nom de l'intersyndicale.

Avant de compléter qu'à la place, « notre direction souhaite y mettre la mission cadastrale. Mais aussi regrouper la gestion comptable des hôpitaux du Morbihan à Ploërmel et Hennebont, deux centres spécialisés contre les six qui existent actuellement. »

La disparition des trésoreries

Au final, selon l'intersyndicale, les services des impôts des particuliers passeront de cinq à trois. Vannes, Lorient et Pontivy seraient conservés, pendant que Ploërmel et Auray fermeraient. Pour les services des impôts des entreprises, passage de cinq à deux, avec Vannes et Lorient. Disparaîtraient ceux d'Auray, Ploërmel et Pontivy.

« C'est aussi la suppression des 16 dernières trésoreries remplacées par trois services de gestion comptable à Vannes, Lorient et Pontivy. Où le contribuable va-t-il aller demain pour se renseigner et faire ses paiements ? », s'inquiète Christophe Rissel, de l'intersyndicale.

Le projet qui se trame « est la transformation de notre réseau en 25 à 28 points de contact, adossés aux Maisons de services au public (MSP), qui traiteraient de tous les services rendus aux usagers.

Actuellement, une question fiscale peut être posée à Ploërmel et non à Mauron. Demain, cela sera possible à Ploërmel comme à Mauron, les usagers n'auront plus à se déplacer », assure Claude Girault, directeur départemental des finances publiques.

Une présence dans les points de contact

« Nous assistons au démantèlement d'un service public. Ce que l'on craint, c'est qu'il n'y ait plus la compétence nécessaire pour répondre aux questions des usagers. On veut garder nos services de compétence », martèle Annie Rio, de l'intersyndicale.

« À Ploërmel, il existe un accueil, les usagers veulent de l'humain. Ces points de contact ne seront que des points de relais et non du numérique », enchérit son collègue Hervé George.

Pour le directeur départemental, « nous ne sommes pas un service quotidien. L'accueil fluctue en fonction des périodes, comme lors des déclarations. Avec une présence adaptée, des rythmes à déterminer avec les élus, je suis catégorique : nos agents viendront dans les points de contact. Dire l'inverse serait faux. »

Pour l'heure, les organisations syndicales continuent d'occuper le terrain. Des actions avaient lieu devant les trésoreries de Mauron et Malestroit, à 14 h, ce mardi 25 juin 2019. « Nous avons envoyé des courriers aux maires et présidents de communauté de communes du département, afin de les alerter sur ses fermetures et nous les rencontrons », conclut Patrick Ravache.

(1) Solidaires, CFDT, CGT et FO Finances Publiques 56.